



Secteur Fédéral CGT des Cheminots de la région Nord-Pas de Calais



Liminaire au CER Nord-Pas de Calais du 17 décembre 2015.

Monsieur le président,

Nous voici réunis en cette instance pour la dernière plénière revêtant cette forme, avec des élus intervenant pour l'ensemble des métiers, domaines et établissements de notre région, hormis ceux déjà à caractère national.

Demain, les CE Mobilités et Nationaux traiteront chacun de leurs EPIC ou bien de leurs métiers, suite à la mise en œuvre d'une réforme qui ne devait rien changer...

La nouvelle représentativité syndicale devra s'affirmer dans un contexte toujours plus difficile pour les salariés et les entreprises publiques.

Dans ce contexte post-attentats, le gouvernement a décidé de mettre à profit l'état d'urgence pour interdire toute manifestation publique. Après avoir interdit la marche qui devait accompagner la COP21, il s'engage dans une voie répressive et de la manière la plus inutile qui soit.

Empêcher toute expression sur la voie publique ou autoriser seulement ce qui lui agrée, c'est porter une atteinte directe à la liberté d'expression que rien ne justifie.

« Ceux qui sont prêts à sacrifier une liberté essentielle pour acheter une sécurité passagère ne méritent ni l'une, ni l'autre. »

(Ce n'est pas du Marx, ni du Martinez, pas même du Garrel, encore moins du Sens mais c'est de Benjamin Franklin)

Le Groupe Public Ferroviaire comme les autres entreprises n'échappe pas à cette tendance qui voudrait museler toute résistance et contraindre au silence celles et ceux qui résistent et dénoncent les dysfonctionnements.

Nous en savons quelque chose sur la région car les tentatives sont nombreuses de déroger aux réglementations, pas seulement pour peser sur les négociations à venir de la Convention Collective Nationale du ferroviaire (CCN) mais aussi parce que des dirigeants n'ont plus les moyens d'organiser le travail en respect de ces règles et en toute sécurité.

Peut être aussi que certain se retrouvent dans les propos du président Pepy lors d'un dernier séminaire, « ...le vote CGT est un vote déloyal... », disait-il à un aréopage de dirigeants.

Le mutisme coupable des directions n'est pas supportable et traduit bien le fait que ces dirigeants régionaux ou d'établissements soient dépossédés de leurs propres pouvoirs de directions. Qu'il s'agisse de sanctionner ou bien de récompenser !

Les attaques patronales ont toujours été dirigées vers ceux qui dérangent, cela ne m'étonne pas plus que les projets de productivités imposés encore au travers du budget GPF pour 2016, mais quand leurs thèses réactionnaires et libérales sont reprises par des Organisations Syndicales, cela péjore vraiment le progrès social pour l'ensemble des salariés ainsi que l'unité de mouvement qu'ils espèrent tous.

Ces Organisations assumeront comme elles l'ont fait pendant cette campagne, aux nombreux relents nauséabonds, comme ils assumeront demain leurs nouvelles responsabilités.

J'en profite pour rappeler au petit nouveau ce qu'est un camarade pour la CGT. Ce mot emprunt des valeurs d'humanisme, de solidarité, de fraternité est utilisé par beaucoup d'autres pour se reconnaître dans le cercle de celles et ceux qui défendent les mêmes valeurs.

C'est bien cet esprit de camaraderie qui nous réunit et fait notre force, ne vous en déplaise !

Je préfère de loin ce mot à celui de **collaborateur** plus usité dans les entreprises maintenant dans notre entreprise publique de Service Public et qui renvoi aux heures les plus sombres de notre histoire avec son cortège de synonymes ou d'adjectifs associés dans l'esprit de tout à chacun tel que : **traîtres, dénonciateurs, xénophobes, voir populistes et lâches** mais aussi magouilleurs et individualistes comme ceux ayant pratiqués honteusement le marché noir.

Ce langage d'entreprise destiné à intégrer de force chaque salarié, de chaque collègue dans la stratégie mortifère dévoilée encore hier en CCE, relève bien avant tout d'anciens schémas capitalistes bien connus de monde des travailleurs pour leurs méfaits mais toujours présentés en dogme par les classes dominantes de notre monde.

Le voila le réel archaïsme, celui qui refuse la parole du salarié et qui pousse au détournement des lois, de nos règlements pour mieux viser le profit immédiat, sous couvert d'anglicismes comme manager ou lean-management pour introduire le poison de l'individualisme et réduire nos sécurités.

Ceux qui s'y rallieront par intérêts ou bien en prétendant faussement qu'il n'existe pas d'alternative, sans même essayer de résister, en répondront devant leurs mandants.

C'est bien cette capitulation devant le monde des patrons, celui de la bourse, du « marché » comme ils aiment à dire, qui vient de conduire les électeurs de la nouvelle grande région Nord-Pas de Calais & Picardie à s'abstenir massivement au 1^{er} tour (prêt d'un électeur sur deux), transformant ce scrutin régional en rejet national de la politique gouvernementale en cours puis à voter pour un candidat de l'ancienne droite autoproclamé « Les Républicains ».

La CGT continuera à faire vivre la déclaration unitaire intersyndicale de juin 2015 « Vivre ensemble, travailler ensemble » et amplifiera le débat avec ses syndiqués et les salariés.

Il y a urgence à ouvrir des perspectives de progrès social en France, en Europe et dans le monde. Plus que jamais, la CGT appelle les salariés à s'organiser et à se mobiliser ensemble pour défendre leurs droits et leurs libertés et mettre de nouvelles conquêtes sociales à l'ordre du jour.

Ceci nous place dans une situation particulière de responsabilité vis-à-vis des Cheminots des différents EPIC, appartenant à différents CE nationaux et travaillant sur notre région quant à leur accès aux Activités Sociales développées de longue date en Nord-Pas de Calais.

Ces activités, décidées par les élus et mises en œuvre par les salariés sont très appréciées, en témoigne les milliers de signatures recueillies sur la pétition présentée sans étiquettes.

Aujourd'hui même se tient la Table Ronde sur l'accord de gestion des Activités Sociales. Gageons que chacun saura retrouver sa clairvoyance et le chemin de l'intérêt collectif après ces élections pour le moins houleuses et pas tout à fait terminées.

C'est ce qui guide la CGT, dans chaque région et chaque nouveaux CE, sans stratégie électoraliste, sans esprit de revanche ni de règlement de compte.

Pour que chaque Cheminots de la région, quelque soit son CE d'affiliation, puisse bénéficier d'activités sociales et culturelles d'un très haut niveau, impulsées par le futur CE Mobilité de Lille.

Nous aurons aussi à préparer ensemble la prochaine convention TER de la grande région puisque la loi NOTRe nous y oblige, dans l'intérêt des usagers et des Cheminots.

A l'aune des négociations de la Convention Collective Nationale, alors que les grandes manœuvres sont lancées sans attendre par Messieurs Pepy et Rapoport, pour attaquer nos accords nationaux, le RH 0077 ou bien accentuer les externalisations à Réseau, les Cheminots réclament l'unité syndicale qui pèsera sur l'issue de ces négociations.

Sachons maintenant mettre de côté nos divergences électoralistes, mettre un terme à nos attaques et tracts dans lesquels les Cheminots ne se retrouvent pas et nous rassembler à nouveau.

Mais je m'é gare, Monsieur le président et je vous ennuis sans doute avec mes préoccupations syndicales...

J'en reviens donc à ce qui nous concerne, en dehors des points de l'Ordre du Jour pour lesquels nous réinterviendrons.

Je pense que Monsieur LION, actuel directeur de nos deux régions, s'était engagé à nous apporter davantage d'informations quant aux deux incidents relevant de l'Infra-Equipement que la CGT avait signalé lors de la dernière plénière et qui ne sont toujours pas repris en informations écrites.

De même que sur l'information divulguée dans les médias sur l'installation de portiques de sécurité annoncée par le gouvernement suite aux tragiques attentats que notre pays a vécu, l'information écrite en réponse à la question CGT s'avérant très insuffisante.

Enfin, je tiens à vous alarmer quant aux pratiques de directions d'établissements toujours sous votre responsabilité, sans remettre ici en cause la place du directeur multi-régional SNCF pour présider l'instance CER, comme Monsieur LION l'a fait mardi dernier pour le CER Picard ni aborder l'envie des plus hautes directions du nouveau GPF de confier la présidence des Institutions de Représentations du Personnel aux responsables RH.

Ce qui, en l'occurrence, dédouanerait ces directeurs de CE Mobilité, directeurs territoriaux de Réseau et directeurs d'établissements de responsabilités quant à leurs politiques économiques et sociales et renverrait les débats de ces instances à l'accompagnement [social] des décisions, arbitraires car non-négociées, des hautes directions. Ce que la CGT refuserait et combattrait !

Ce qui s'est passé mardi en CCE démontre bien l'attitude de la direction, les élus CCE ont quitté la plénière (les 4 os) qui avait pour objet la consultation sur les budgets 2016 des 3 EPIC.

Après avoir lu une délibération commune demandant le report de cette consultation car la loi du 4 août oblige l'état et la SNCF à conclure des contrats cadres ensemble avant le 31 décembre 2015. Hors ceux ci ne sont toujours pas réalisés.

En l'absence de contrats inter EPIC/ETAT, impossible de connaître la trajectoire financière du groupe public ferroviaire nouvellement constitué.

Nous dénonçons également la suppression de 1700 emplois à mobilités. Combien en moins pour notre région et dans quels établissements appartenant à l'EPIC Mobilité ?

L'état et la SNCF s'étaient engagé à recruter 500 emplois à réseau, finalement ce sera 350. Combien sur les établissements de l'EPIC Réseau sur notre région, en plus ou en moins ?

Vous nous devez ces informations mais nous avons déjà des indications avec les propos des différents directeurs d'établissements régionaux et un point de l'ordre du jour.

C est donc près de 1400 emplois qui vont être supprimé sur le GPF, portant à 25 000 le nombre ayant disparu à la SNCF depuis 2002. L'entreprise publique est donc une des principales contributrices de la nouvelle hausse du chômage, y compris sur notre région déjà durement touchée.

A noter que le Fret paye à nouveau un lourd tribut : moins 400 emplois pour 2016.

Cette stratégie de l'assèchement des compétences par la diminution des emplois hypothèque gravement toute reprise de transport de marchandises par le ferroviaire au lendemain des engagements de la COP 21, ce n'est vraiment pas un bon signe. Alors que les décideurs s'intéressent à nouveau aux sites de Dunkerque, Somain ou Délivrance, les agissements de Géodis et des dirigeants de DFCA ne laissent planer aucune autre intention que celle d'une rétraction de l'offre. C'est scandaleux !

Tout ceci dans un contexte où le chiffre d'affaire de la SNCF dépasse les 34 milliards d'euros.

Mais avec des pratiques illégales jetant l'opprobre sur l'ensemble des Cheminots comme avec le CICE, la filiale au Luxembourg et Géodis condamné pour « entente frauduleuse ».

Voilà que nos directeurs d'établissements se prennent à s'affranchir des informations consultations pourtant légales et anticipent les changements à venir avant même la négociation de la CCN.

Comme au Technicentre ou à l'EEV, sans aborder ce qui se passe à l'Infra...

Non, la CGT ne vous laissera pas faire, vous nous avez séparé, vous voulez séparer toujours plus, diviser pour mieux régner.

Cette mauvaise loi nous a séparés, la CGT la combatta pour que l'ensemble des Cheminots se retrouvent.

J'en terminerais ici pour cette liminaire, j'espère avoir été entendu.

37, rue de Tournai, 59000, Lille - Tél. : 03 28 55 76 06 (Interne: 221606)

Fax : 03 28 55 78 16 (Interne: 221816) - Courriel : secteur-cgt-cheminots-lille-secretariat@orange.fr

Site Internet: <http://cheminots-cgt-nord-pas-de-calais.fr/>